

Séminaire de recherche
organisé par
La production des frontières (LabexMed)
et
l'antiAtlas des frontières

DE L'ECONOMIE DE LA FRONTIERE A L'INDUSTRIE DE LA MIGRATION

11 octobre 2013
de 9h30 à 12h

Organisateurs :

Olivier Grojean (CERIC-UMR 7318, AMU)
Cédric Parizot (IMéRA, IREMAM, CNRS-AMU)
Antoine Vion (LEST, AMU)

Lieu

Musée des Tapisseries
28 place des Martyrs de la résistance
Aix en Provence

Contact : Olivier Grojean
olivier.grojean@free.fr

Partenariat

LabexMed (AMU), IMéRA (Aix-Marseille Université), Ecole supérieure d'Art d'Aix-en-Provence, Laboratoire PACTE (Université de Grenoble), Isabelle Arvers (Marseille), La compagnie (Marseille)

Les interventions se feront en français et en anglais avec traduction simultanée



Programme

9h30-10h45 Introduction et présentations

Président : Olivier Grojean (CERIC, AMU)

- Cédric Parizot (IMéRA, IREMAM, CNRS, AMU)

Introduction

- Gabriel Popescu (IMéRA, AMU; Indiana University South Bend, USA)

Privatiser la prise en charge de la frontière

- Ruben Hernandez-Leon (UCLA, USA)

L'industrie de la migration : une institution « batarde »

11h00-12h00 Discussion

Discutant : Antoine Vion (LEST, AMU)

Résumés/Abstract

Gabriel Popescu (IMéRA, AMU; Indiana University South Bend, USA)

Privatiser la prise en charge de la frontière

S'efforçant d'atteindre une perméabilité sélective pour les personnes et les biens, de nombreux aspects de la prise en charge des frontières sont en cours de privatisation. La privatisation soulève la question de la souveraineté sur les frontières et de la nature des acteurs impliqués dans la prise en charge. En tant que limites du territoire étatique, les frontières modernes ont été historiquement régulées par les institutions publiques. Plus récemment, de nombreux gouvernements ont délégué une partie de la gestion des frontières à un éventail de groupes privés et des institutions semi-publiques, voir même aux particuliers. Le résultat a été un brouillage des frontières entre acteurs publics et privés rendant plus difficile l'attribution de la responsabilité aux uns et aux autres. Les coûts de la « sécuritisation » des frontières sont également énormes. Le contrôle des frontières au XXI^e siècle est un marché estimé à plusieurs milliards de dollars. L'investissement de cet argent public intervient à une période de réductions massives des dépenses liées à l'enseignement public, la



santé et d'autres programmes sociaux. Une telle logique soulève plusieurs questions: Quels sont les avantages de ces investissements pour la société? Est-ce que la richesse créée par les investissements publics dans la sécurité des frontières justifie le désinvestissement public dans les programmes sociaux ? Est-ce que ces milliards investis dans le contrôle ne pourraient pas générer de meilleurs rendements s'ils étaient investis au sein des sociétés concernées ?

Privatizing border making

Striving to achieve selective permeability for people and goods, numerous aspects of border making are being privatized. Privatization raises the issue of authority over borders and involves changes in the nature of the actors engaged in border making. In their capacity as territorial limits of the public institution of the state, modern state borders have been historically regulated through public institutions. More recently, numerous governments have delegated certain border management responsibilities to an array of private groups and quasi-public institutions, and even to private citizens. The result has been a blurring of the lines between private and public border-making actors that make it more difficult to establish where accountability for border management lies.

Another privatization-related aspect is that the costs of border securitization are enormous. Border making in the twenty-first century is a worldwide multi-billion-dollar business that are public money invested in border security at a time of massive spending cuts in public education, health care, and other social programs. Such logic begs several questions: What are the benefits of these investments for society? Is the wealth created by public investments in border security worth the losses created by public disinvestment in social programs when it comes to the well-being of societies? Can these billions bring better security returns if strategically invested in the sending societies?

Ruben Hernandez-Leon (UCLA, USA)

L'industrie de la migration : une institution « bâtarde »

Cette présentation s'efforcera d'envisager l'industrie de la migration comme une institution sociale « bâtarde ». Inventé par le sociologue américain Everett Hughes (1984), le concept d'institution « bâtarde » se réfère aux «écarts chroniques des institutions établies ». Les institutions « bâtardes » représentent des canaux alternatifs à ceux mis en place pour la distribution de biens et de services.



Elles n'interviennent pas seuls, mais uniquement en relation et en interaction avec les institutions sociales considérées comme légitimes. Le recours à ce concept n'a pas pour objectif de qualifier cette industrie de déviante, mais davantage de réintroduire dans l'horizon analytique des phénomènes sociaux et économiques qui ont été marginalisés et exclus des études sociologiques.

The Migration Industry as a Bastard Institution

In this presentation, I advance the conceptualization of the migration industry as a bastard institution. Coined by sociologist Everett Hughes, bastard institutions are chronic deviations from established institutions, which provide alternative distribution channels of goods and services. The migration industry can be conceptualized as a bastard institution in that such industry, its actors and infrastructures provide alternatives to state sanctioned mobility across international borders. Often deemed illegal by states, the migration industry as bastard institution enjoys varying degrees of legitimacy and support from migrants, employers, migration entrepreneurs and other actors of the social field of international migration.

